



Publication interne du réseau Eau des APNE du Bassin Adour-Garonne

FNE Midi-Pyrénées—14 rue de Tivoli 31000 Toulouse—05 34 31 97 83

V.mas@fne-midipyrenees.fr - www.fne-midipyrenees.fr

Edito

Début novembre s'est tenue à Bonn la 23ème convention-cadre des Nations unies. Les axes de priorité de la COP 23 ont permis un focus sur l'eau durant la journée du 10 novembre. À cette occasion, les experts de la communauté internationale de l'eau ont exprimé un message fort. Ils font le constat que la majorité des plans climats nationaux dotés d'une composante « adaptation au changement climatique », donne la priorité à l'eau.

D'autre part, la « déclaration de solutions fondées sur la nature » qui a été proposée à la signature de tous les partenaires intéressés à la COP23, met également au premier plan les enjeux liés à l'eau. Les experts de la communauté internationale de l'eau précisent que les pays « devraient passer de la parole aux actes ». De leur point de vue, ce qui limite les États pour prendre réellement en compte l'eau comme une priorité est l'absence de son intégration dans d'autres grands secteurs tels que l'énergie, la sécurité alimentaire, la santé et l'éducation. Eric Usher, Directeur de l'Initiative Financière du PNUE, précise que le manque d'ambition et le déficit d'investissement constituent les principaux freins : « Manque de financement et d'ambition ».

Ces lacunes, le collectif Eau Adour-Garonne les observent à l'échelle du bassin depuis de nombreuses années. Quant à l'intégration de l'eau de façon systémique dans nos politiques, c'est une stratégie que nous nous efforçons de promouvoir, et nous attendons beaucoup de la région Occitanie sur la question. Il est particulièrement intéressant de noter à cet égard, que les enjeux internationaux rejoignent nos intérêts locaux ici en Adour-Garonne, avec le même constat implacable : il est plus jamais temps de joindre la parole aux actes.

Revue de presse

COP23 : la mauvaise gestion de l'eau fait couler beaucoup d'encre à Bonn. Problèmes sanitaires, manifestations à répétition, violences urbaines... En Afrique, la presque totalité du continent souffre cruellement de la mauvaise gestion des ressources hydriques. Entre les hommes de pouvoir et les populations assoiffées, la tension est à son paroxysme. (lesechos.fr—09/11/2017)



L'usage du fleuve en 4 épisodes dans la série documentaire (LSD) de France Culture. Ce premier épisode (Fleuve sauvage) propose de remonter à l'origine du fleuve, vers le petit chevelu des montagnes aujourd'hui menacé, là où naissent les cours d'eau avant de dévaler le territoire et ainsi de le façonner. On y regardera les sources au plus près et on ira à la recherche du fleuve sauvage. Henri Delrieu membre de notre mouvement et de l'association Ariègeoise du Chabot présente les enjeux actuels de la cartographie des cours d'eau. (franceculture.fr - 18/12/17)



Plus d'informations : www.fne-midipyrenees.fr



Changer le climat perturbe gravement le cycle de l'eau : Les relations entre l'eau et le climat sont nombreuses et les dérèglements de leurs cycles du fait des activités humaines s'entretiennent réciproquement. Pour l'expliquer, les auteurs de cette tribune passent par le dessin. Par le biais d'une bande dessinée, Jérôme Eho a mis en scène Noneau et Bubulle. Tous deux vont comprendre comment l'homme modifie son environnement, et comment intégrer nos activités au cycle de l'eau et ainsi rétablir le climat. (reporterterre.net—04/11/2017)



Eau et agriculture : création d'une cellule ministérielle d'expertise sur la gestion de la ressource. L'objectif affiché est de "résorber durablement les situations de tension hydrique et [d'] associer pleinement les territoires à la politique de gestion de l'eau", notamment dans le contexte des changements climatiques. Pour cela, ils entendent promouvoir une approche globale prenant en compte l'ensemble des enjeux. (actu-environnement.com—02/11/2017)

Revue de presse

Le transfert des compétences eau et assainissement reporté jusqu'en 2026 Lors de la conférence nationale des territoires, Edouard Philippe est revenu sur le sujet toujours sensible du transfert des compétences eau et assainissement au niveau intercommunal. Il a confirmé que ce dispositif de la loi Notre serait assoupli et que les maires auraient droit non pas à un (comme cela était évoqué jusque-là en coulisse) mais à deux mandats municipaux pour faire ce transfert, fixant donc la date butoir à 2026 ! Ce qui laisse le temps de voir venir et de faire passer la réforme. Le dispositif retenu pour déroger à ce transfert serait bien celui utilisé pour les PLUI (minorité bloquante). (lagazettedescommunes.fr - 15/12/17)



Eau du robinet : les Français de plus en plus satisfaits mais aussi inquiets. Le service, l'agencement de la facture, la qualité, voire même le prix et le goût sont de plus en plus appréciés. Mais la perception de la fragilité des ressources naturelles est de plus en plus présente, révèle le dernier baromètre du Centre d'information sur l'eau. (latribune.fr - 05/12/17)

Ressources en eau : 40 ans de mesures confirment l'aggravation des pressions. L'analyse de l'évolution des rivières au cours des quarante dernières années révèle une aggravation des tensions, notamment dans la partie sud du pays. Les années plus humides ne permettraient pas d'inverser cette tendance. (actu-environnement.com)



Un arrêté anti-sécheresse pris en plein automne dans le Loiret ! L'arrêté préfectoral a été signé le 7 novembre et s'applique dans 68 communes du Loiret, dans l'Orléanais, la Sologne et aussi le Montargois. Des restrictions d'eau en plein automne, c'est tout simplement du jamais vu : "C'est la première fois qu'on est amené à prendre un tel arrêté", confirme Jean-François Chauvet, chef du service eau et environnement à la DDT du Loiret (francebleu.fr—13/11/2017)

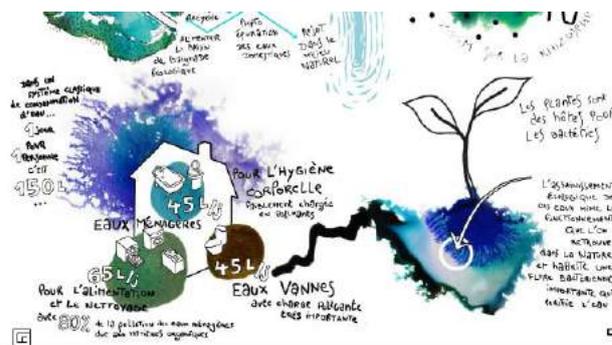
Documents – réglementation

L'arrêté pesticides pourrait tomber pour violation du principe de non-régression du droit de l'environnement. Plusieurs ONG attaquent l'arrêté de mai 2017 sur l'utilisation des pesticides devant le Conseil d'Etat. Elles dénoncent une violation du principe de non-régression du droit de l'environnement récemment inscrit dans la loi. ([actu-environnement - 07/11/17](#))



Agence de l'eau : fin du Xème programme d'intervention. Le contexte budgétaire de fin du 10^e programme d'intervention de l'agence de l'eau a conduit le Conseil d'administration du 17 novembre 2017 à prendre des mesures exceptionnelles pour gérer l'afflux de demandes d'aide pour la dernière année du programme, soit 2018. ([eau-adour-garonne.fr - 22/11/17](#))

Portrait d'un aquacitoyen : Adrien Clairet
Adrien Clairet a été nommé « coup de cœur du jury » des Trophées de l'eau 2017 pour sa bande dessinée « Et si on pensait les villes et les bâtiments comme des écosystèmes ? » ([eau-adour-garonne.fr - 27/11/17](#)) [Lien vers la BD](#)



GESTION DES RESSOURCES PISCOLES (PDPG)

De nouveaux PDPG sur le bassin Adour-Garonne. La réactualisation de PDPG – Plans Départementaux pour la Protection des milieux aquatiques et la Gestion des ressources piscicoles – s'achève en cette fin d'année 2017 dans plusieurs départements du bassin Adour-Garonne : en Charente-Maritime, Dordogne et Lot-et-Garonne. ([eau-adour-garonne.fr - 22/12/17](#))

Les échos du bassin

L'eau dans le bassin Adour-Garonne: 50 ans d'actions. L'agence de l'eau Adour-Garonne a présenté le 18 octobre à Toulouse le bilan de 5 décennies d'actions pour l'eau dans le bassin Adour-Garonne. Des progrès remarquables ont été effectués, mais des défis restent relever ... (loccitanieaquotidien.com)



Agence de l'eau Adour-Garonne : les salariés rallient les administrateurs à leur cause. Depuis la présentation du projet de loi de finances 2018, les 250 salariés de l'agence de l'eau Adour-Garonne ne décolèrent pas. Au nom de la réduction du déficit public, l'Etat va ponctionner aux six agences nationales, dont Adour-Garonne sur notre région, 200 millions d'euros, tout en leur faisant financer d'autres structures telles que l'agence de la biodiversité, et en leur en imposant une baisse de 15 %

Vous recherchez des informations sur l'eau ? Un formulaire est disponible en ligne L'Agence améliore son dispositif quant au droit d'accès du public à l'information environnementale grâce à la mise en ligne d'un formulaire thématique. (eau-adour-garonne.fr - 08/11/12)

Déjà 929 petits cours d'eau rayés des cartes

La première phase de la nouvelle cartographie du réseau hydrographique du département vient d'aboutir au déclassement de 929 petits cours d'eau. (ladepeche.fr - 27/12/17)



Tarn : après l'abandon du projet de barrage de Sivens, un nouveau projet de territoire ? Jeudi 21 décembre 2017, tous les acteurs concernés signent une charte préalable au projet stratégique du territoire du bassin versant du Tescou. Une nouvelle étape qui signe le retour d'un certain dialogue, après l'abandon du projet du barrage de Sivens, dans le Tarn. (france3-regions.francetvinfo.fr - 21/12/17)

La vie du réseau

Journée de formation eau et santé : Cette journée de formation organisée par FNE le 27 novembre a rassemblé 25 personnes. Elle a eu pour but de comprendre quelles sont les problématiques « eau et santé » qui se posent aujourd’hui. De quoi parle-t-on quand on mentionne les « polluants de l’eau », quels sont les impacts sur la santé humaine. Se pose également la question du contrôle de l’eau potable. Quelles sont par ailleurs les spécificités du bassin Adour-Garonne à ce sujet. Comment la région prévient les risques sanitaires liés à l’eau. L’idée a été de « défricher » collectivement cette problématique, et également de voir quels peuvent être les axes de travail à l’avenir sur la question, en tant qu’associations.



Dans le cadre de la valorisation des bonnes pratiques de la région, FNE Midi-Pyrénées s’est intéressé à Batipôle, un centre de formation axé sur la construction écologique et durable

Actuellement, le secteur du bâtiment représente 25% des émissions de gaz à effet de serre et 45% de la consommation d’énergie finale régionale, principalement pour les besoins de chauffage et de climatisation, devant les transports. Face à ce constat, la région Occitanie a pour ambition de devenir la première région à énergie positive d’Europe d’ici 2050. L’une des manières d’y parvenir, c’est de renforcer l’utilisation de matériaux biosourcés et géosourcés, car les matériaux de construction, de façon générale, sont destinés à être incorporés de façon durable dans un bâtiment. ([Batipole-FNE](#))

Portes ouvertes et rencontres « bout de champs » pour la plateforme « Osez l’agroécologie ». OSAE est une plateforme d’échanges sur les pratiques agroécologiques, adossée à des fermes de références. Elle est animée par Solagro avec le soutien de l’agence de l’eau Adour-Garonne, du FEADER Midi-Pyrénées et des entreprises Agronutrition, Bjorg, Bonneterre et des citoyens. 8 agricultrices et agriculteurs du réseau «Osez l’agroécologie» - ont ouvert leurs exploitations pour des rencontres « en bouts de champs », le temps d’une quinzaine de l’agroécologie qui s’est déployée dans le grand midi-toulousain début octobre 2017. Retour sur une opération d’essaimage totalement réussie. ([eau-adour-garonne.fr - 16/11/17](#))



La vie du réseau

Pesticides : l'alerte sur nos cours d'eau. En France, il est interdit d'épandre des pesticides dans certaines zones, dites "de non traitement", en bordure de cours d'eau. Malheureusement, un arrêté ministériel passé en mai dernier introduit un flou dans la définition de ces zones. Résultat, certains départements en ont profité pour exclure près de la moitié des aires qui étaient jusqu'alors protégées. Avec France Nature Environnement, demandez à Stéphane Travert et à Nicolas Hulot de garder nos cours d'eau #LoinDesPesticides : signez la péti-



Agenda

- * À venir fin avril-début mai « état des lieux et perspectives de l'environnement en Ariège » organisé par l'association Le Chabot
- * Atelier à Toulouse sur la démocratisation du dialogue environnemental le 25 janvier au Lab'oïkos à Toulouse
- * Atelier « On fabrique nos produits d'entretien! » organisé par FNE Midi-Pyrénées le 27 janvier à 14h30 à la maison de l'environnement
- * Formation « Les récentes évolutions du droit de l'environnement » organisé par FNE Midi-Pyrénées le 30 janvier à Montauban
- * Les Assises Nationales Etudiantes du Développement Durable (ANEED) auront lieu le 5 avril à

